

c'est le pourcentage de

DANS L'INDRE, QUATRE FEMMES ENCEINTES PORTENT PLAINTE CONTRE X POUR « MISE EN DANGER DE LA VIE D'AUTRUI » À LA SUITE DE LA FERMETURE DE LEUR MATERNITE. TEMOIGNAGES. PAR HELENE GUINHUT

Aurélie Helesbeux angoisse. En septembre, elle accouchera de son premier enfant. Sa grossesse se passe bien, mais elle sait qu'un obstacle l'attend en fin de parcours : elle devra faire une heure de voiture pour atteindre la maternité. Depuis le 27 juin 2018, celle de sa commune, Le Blanc, garde portes closes. Désormais, c'est à Châtellerault (52 km), à Châteauroux (56 km) ou à Poitiers (60 km) que les habitantes doivent se rendre pour accoucher. Membre du collectif C'est pas demain la veille, qui demande sa réouverture, Aurélie se mobilise depuis des mois. De guerre lasse, avec trois autres femmes enceintes, elle a déposé le 29 juin dernier une plainte contre X pour « mise en danger de la vie d'autrui ». « Nous voulons mettre l'Etat face à ses responsabilités, explique-t-elle. Cela fait un an qu'on nous ignore. Quand la fermeture a été actée, on nous

avait promis des transports sécurisés et un centre de périnatalité au Blanc pour nous accueillir après la naissance. Or, tout ce qu'on a, c'est une unité mère-enfant, avec des consultations gynécologiques deux jours par semaine... » Le jour J, elle a prévu d'« aviser » et de « croiser les doigts ». Mais l'inquiétude monte : « Depuis le début de l'année, il y a eu trois accouchements hors maternité, un drame va forcément se produire... »

Selon une étude de la Drees (Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques) de janvier 2019, 167 000 Françaises vivent désormais

dans un désert obstétrique, appellation qui désigne les communes « situées à 45 minutes ou plus de la maternité la plus proche » et « sous-denses en sages-femmes ». Dans ce contexte, chaque fermeture inquiète. Ces derniers mois, les maternités de Die (Drôme), Bernay (Eure), Creil (Oise) et Saint-Claude (Jura) ont connu le même sort que celle du Blanc. Chaque fois, des mobilisations citoyennes ont

tenté de sauver les lieux. Le 24 juillet dernier, l'actrice Alexandra Lamy, solidaire, postait sur Instagram une photo d'elle devant les affiches du collectif de défense de la maternité de Die.

Au Blanc, les militantes de C'est pas demain la veille se battent aux côtés d'Aurélie Helesbeux. Marche jusqu'à Paris, cours de préparation à l'accouchement en voiture, manifestations en tenue de « servantes écarlates »: les actions coups de poing se sont multipliées. Elles ont aussi mis à la disposition des femmes enceintes un « kit de grossesse » avec gyrophare et stickers « Urgence bébé arrive » pour le véhicule. «Je pense que les petites maternités ferment pour des raisons financières, mais l'État ne peut pas le dire, parce que ce n'est pas audible », affirme Claire Moreau, membre du collectif. Du côté de l'Agence régionale de santé (ARS) Centre-Val de Loire, qui avait annoncé la fermeture, on assure que celle-ci s'est faite « pour assurer la sécurité » des parturientes et des nourrissons. « Nous avons besoin d'une trilogie de professionnels, avec obstétricien, anesthésiste, pédiatre, sans compter le reste des équipes. Au Blanc, nous étions dans l'impossibilité d'avoir une équipe médicale stable », se défend le nouveau directeur de l'ARS, Laurent Habert.

Ā Die, un bébé est mort in utero sur la route de la maternité en février dernier. Au Blanc, on craint que cela se reproduise. «Je ne peux pas vous garantir qu'il n'y aura pas de difficultés de prise en charge,

admet Laurent Habert. Mais nous essayons de réduire les risques au maximum. » Il ajoute qu'une consultation auprès des utilisatrices du centre périnatal sera prochainement lancée, pour améliorer le service si besoin. D'ici-là, Aurélie aura déjà accouché.

